

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

Perspectives de luttes

Bien que le succès du Front populaire ne fasse désormais guère de doute, il apparaît de plus en plus, au fur à mesure qu'on s'approche du scrutin, que ce succès ne se terminera pas seulement par des chansons et des apothéoses.

Quand ils auront élu une « bonne » Chambre et renouvelé en partie le personnel politique, les électeurs ne tarderont pas à s'apercevoir qu'ils se sont battus (si l'on peut dire) contre des ombres, et que le véritable adversaire, le capitalisme et la réaction sociale, reste intact.

Il est clair que, jusqu'ici, cet adversaire n'a pas semblé le moins du monde incommodé par les rodentades contre les deux cents familles, par exemple. Depuis « le Boche pierra » jusqu'à « il faut faire payer les riches », en passant par la formule renaudelienne, « prendre l'argent là où il est », l'histoire politique de l'après-guerre est riche de ces appels démagogiques avec lesquels on attire aux urnes les électeurs. Cependant, malgré ces promesses alléchantes, c'est toujours les pauvres qui ont craché au bassin.

Et comment aurait-il pu en être autrement, puisque le pouvoir politique est étroitement dépendant du pouvoir économique qui, lui, est dans les mains innombrables du capitalisme ! C'est donc une illusion dangereuse pour le prolétariat que de lui laisser croire que la conquête du pouvoir politique pourra être suffisante pour lui donner — ou plutôt pour donner à ses maîtres nouveaux le pouvoir économique.

Nous disons, nous, que c'est exactement l'inverse : l'affranchissement politique et social est conditionné en premier lieu par l'affranchissement économique.

Instinctivement, d'ailleurs, il semble que les classes ouvrières rendues sceptiques par tant de désillusions, commencent à sentir cette vérité profonde.

Par une coïncidence singulière, il va se trouver, cette année, que la date symbolique par excellence des aspirations revendicatives de la classe ouvrière, le 1^{er} mai, tombe entre les deux tours de scrutin. Or, le 1^{er} mai 1936 sera peut-être le point de départ d'une formidable lutte ouvrière. On sait que c'est à cette date que les mineurs ont décidé de commencer la grève générale sans limitation de durée, si les magnats du Comité des Houillères maintiennent le refus brutal qu'ils ont opposé à leurs légitimes et pourtant bien modestes revendications.

Nous avons eu déjà l'occasion de signaler ici même l'attitude identique adoptée par les dirigeants du Comité central de la Laine à propos des 40 heures et du contrat collectif.

Or, avec ce que la C.G.T. appelle les « idées maîtresses » du Plan, les 40 heures et le contrat collectif seront les objectifs majeurs du 1^{er} mai 1936.

Nous reconnaissons bien volontiers que ce sont là de bonnes formules. Mais nous nous sommes également que l'action parlementaire soit suffisamment efficace pour les imposer. Or, la proximité du scrutin définitif risque d'altérer la signification profonde que doit avoir le 1^{er} mai 1936.

Devant les perspectives de lutte qui s'ouvrent devant les travailleurs, ne laissons pas les politiciens les endormir une fois de plus par leurs boniments anesthésiants. Plus fort que jamais, crions-leur que leur salut ne dépend que d'eux seuls.



Notre Numéro Spécial du 1^{er} Mai

Nous préparons pour cette date un numéro spécial qui sera entièrement consacré à l'actualité ouvrière et aux luttes passées et à venir qui se rapportent à l'action syndicale et à la lutte contre la guerre.

Il contiendra, en outre, à l'occasion du cinquantenaire du 1^{er} mai 1886, un historique complet des événements qui eurent lieu ce jour-là à Chicago et de leurs conséquences qui occasionnèrent la mort de plusieurs de nos camarades, surnommés depuis les martyrs de Chicago.

Nous insistons auprès de tous nos amis pour assurer à ce numéro de propagande une diffusion exceptionnelle. Il sera laissé aux conditions suivantes :

Les dix Fr. 3 »

Les cinquante 12 50

Le cent 20 »

Adresser commandes et fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e).

Chèque postal Paris 596-03.

A bas le traité de Versailles !

Pendant que les négociateurs gèn-

vois nous laissent le temps de souffler, il ne paraît pas sans importance de revenir sur une question qui a soulevé une certaine émotion au Congrès de l'U.A.

Le rapporteur prétendait donc que,

parmi les buts que les anarchistes de-

vient se proposer afin de mener un

combat efficace contre la guerre, l'annula-

tion du traité de Versailles devait

figurer au premier rang. Thèse surpre-

nante, au premier abord en ce qu'elle heurte les façons de voir habituelles de

beaucoup de militants. Qu'avons-nous

besoin, jugeaient ces derniers, de nous

préoccuper du traité de Versailles ?

Avons-nous la prétention de lui en

substituer un meilleur ? Ce sont là les

affaires de l'imperialisme et non pas les

nôtres. Le traité de Versailles, certes,

est injuste, mais quel traité ne l'est pas ?

En poursuivant son annulation, ne sem-

blons-nous pas admettre qu'il peut y

avoir des justes raisons ? Ne conduisons

pas la classe ouvrière à penser que

la voie d'une révision, d'une amélioration

de Versailles pourrait écarter la guerre ?

Or, il n'y a point de paix possible en

régime capitaliste...

Telles sont, brièvement reproduites,

les observations de certains congressis-

s. Sont-elles fondées ? C'est sur ce

point que nous voudrions reprendre la

discussion devant tous les lecteurs du

« Libertaire » dans l'espoir de les con-

vincer comme il nous a semblé avoir

convaincu les délégués au congrès.

Tout d'abord, faisons remarquer que

la position de principe de nos contradic-

tuteurs, si elle s'inspire de la tradition, ne

se justifie en aucune manière. Il nous

paraît, en effet, que le traité de Ver-

sailles ne doit pas être considéré com-

me une affaire purement impérialiste.

Le traité, certes, a créé un état de fait

intéressant directement l'imperialisme

en modifiant, par exemple, le statut ter-

ritorial de l'Europe. Mais dirons-nous,

pour autant, qu'il n'a pas modifié la si-

tuation des prolétariats français et alle-

mand ? C'est peut-être justement la ca-

haractéristique des traités modernes d'être

autre chose que de simples ajustements

de frontières comme le furent les règlements intérieurs, règlements qui ne mo-

difiaient pas profondément le sort des

peuples. On peut dire, par exemple, que

le traité de Francfort n'a pas plongé le

prolétariat français dans la misère. Mais

au contraire, il a démontré que l'impérialisme

qui l'a précédé a été une force de progrès

pour le prolétariat. En effet, il a démon-

tré que l'impérialisme n'a pas été une force

de régression pour le prolétariat. En effet,

il a démontré que l'impérialisme n'a pas

été une force de régression pour le proléta-

riat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il a démontré que l'impérialisme

n'a pas été une force de régression pour le

prolétariat. En effet, il

UNE LEÇON RÉTROSPECTIVE

La condition des ouvriers en 1915 sous l'Union Sacrée

De l'important ouvrage d'Alfred Rosmer : Le Mouvement ouvrier et la guerre (1), nous extrayons le passage suivant qui traite de la condition des ouvriers sous le régime de l'Union Sacrée. On ne peut mieux la résumer, cette condition ouvrière, que le fit Millerand quand il répondait aux délégués de la Fédération des Métaux, qu'en temps de guerre il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales. Pendant que les munitionnaires s'enrichissaient scandaleusement à un rythme vertigineux, les salaires des

Il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales : il n'y a plus que la guerre.

(Déclaration aux délégués de la Fédération des Métaux, 13-1-15.)

Nous avons déjà eu l'occasion de noter la paralysie générale qui immobilisa l'activité industrielle dès les derniers jours de juillet 1914 quand la panique s'empara de la population. Les moyens de transport avaient été requisitionnés par l'autorité militaire ; les commandes en cours d'exécution étaient suspendues ; un moratoire était accordé aux débiteurs ; on se trouvait devant une situation entièrement nouvelle pendant laquelle seule l'industrie de guerre pouvait travailler. Mais l'Etat-Major croyait à une guerre de trois mois ; les fournisseurs ordinaires suffiraient à assurer le ravitaillement des armées. A la désorganisation du travail provoquée par la mobilisation s'ajoutait un chômage considérable. L'Union des mécaniciens de la Seine écrivit alors au ministre de la Guerre pour lui demander de réquisitionner les usines. Elle ne reçut qu'une réponse évasive :

MINISTÈRE DE LA GUERRE 9 août 1914.

Vous m'avez demandé si mon administration avait l'intention de réquisitionner les ateliers de mécanique de Paris et s'il serait possible de donner du travail aux ouvriers mécaniciens. J'ai l'honneur de vous faire connaitre que cette question a été posée au service compétent ; je ne manquerai pas de vous informer de la décision qui sera prise.

Pour le Ministre : Le chef adjoint.

La réponse touchant la réquisition des ateliers ne vint jamais. Mais le travail revint, assez vite. Après la première débâcle de la fin août, l'Etat-Major et les gouvernements durent se rendre compte que les choses ne se passeraient pas comme ils l'avaient rêvé. Il fallut improviser en hâte des fabrications nouvelles pour lesquelles rien n'avait été prévu. C'est alors qu'on vit des intermédiaires de toutes sortes, des actrices, des « gens du monde », des journalistes, se charger d'assurer l'approvisionnement de l'armée pour des fournitures partiellement urgentes.

A cette reprise désordonnée succéda une réorganisation progressive du travail, générée par les rivalités qui se manifestaient entre industriels, les fournisseurs habituels de la Guerre revendiquant le monopole des commandes. Mais l'armée était tellement démunie et le caractère de la guerre imposée à l'Etat-Major exigeait tant de fournitures nouvelles qu'il y eut bientôt du travail pour tout le monde.

Pour les exécuter, les industriels ne disposaient que d'une main-d'œuvre de fortune ; les meilleures ouvrières étaient aux armées, les équipes étaient désorganisées. Cependant il ne s'agissait, pour la plus grande part, que de fabrications faciles que le perfectionnement incessant du machinisme allait constamment simplifier, mettant au premier plan le rôle du manœuvre spécialisé. Ces transformations de la technique opérées sous l'aiguillon de la nécessité auraient d'énormes conséquences, sociales et économiques, notamment par leur extraordinaire capacité de production hors de rapport avec ce qui existait jusqu'alors, quand on les appliquerait plus tard aux fabrications du temps de paix.

Pour l'instant, elles permettent la formation d'une nouvelle main-d'œuvre : les femmes vont remplacer les hommes mobilisés, et les patrons feront rappeler du front leurs amis pour les installer devant des tours (on verrà des notaires, des avocats, des marchands, fabriquer des bus) ; ils prétendaient ne pas savoir où trouver leurs anciens ouvriers. L'Union des mécaniciens de la Seine dénonçait cette opération en ces termes :

Puis ce fut un autre scandale. Devant le travail qui afflait, le ministère de la Guerre ayant invité les industriels à faire revenir leurs anciens ouvriers, ces messieurs s'empresseront de faire revenir leurs parents, amis et clients, et peuvent ainsi les ateliers d'incapables.

Quand, plus tard, devant les tristes résultats obtenus, des observations furent faites, les industriels déclarèrent qu'ils ignoraient où se trouvaient leurs ouvriers, et le ministre de la Guerre vint apporter leur réponse à la tribune de la Chambre (1).

Les deux politiques qui se sont opposées, celle des syndicalistes fidèles et celle des syndicalistes d'union sacrée, se heurtent ici également. Merheim les précisera au Congrès de Paris, quand Bled, pour étoffer les résultats obtenus par la nouvelle politique « réaliste » affirmera que la C.G.T., se substituant à la Fédération des Métaux, a défendu les intérêts des ouvriers métallurgistes — laissant entendre que la C.G.T. seule pouvait le faire parce que amie du gouvernement, tandis que la Fédération des Métaux par son attitude « verbale » contre la guerre en était empêchée. Voici comment Merheim répondait à cette impudente affirmation :

Vous avez dit, citoyen Bled, que la majorité défendant à notre place les intérêts des métallurgistes. Oui, vous les défendez en tant que personnalités, en tant qu'individus, vous rendez des services personnels, mais vous oubliez de dire que c'était des intérêts généraux qu'il fallait défendre, et ceux-là seuls, et vous les sacrifiez à des intérêts personnels.

(1) L'Union des ouvriers mécaniciens de la Seine, décembre 1916.

ouvriers étaient dans la plupart des cas réduits de 25 à 50 %, comme en témoigne un rapport de la Fédération des Métaux à l'occasion du 1^{er} mai 1915.

Nos lecteurs tiront ces documents avec intérêt. Ils leur serviront à deviner la nouvelle Union sacrée que préparent les partis d'ouvriers sous le nom d'Union de la Nation Française, qui, comme sa devancière, menace de conduire le prolétariat à une nouvelle catastrophe.

Autre chose, pour ma part, je me suis refusé pendant des mois et toujours à toute démarche personnelle, disant : « Pas de défense d'intérêts personnels. Les intérêts généraux, oui, nous les défendons au nom et par l'organisation (2). »

Cette honnête défense syndicaliste des ouvriers était rendue difficile par la composition de la nouvelle main-d'œuvre : d'une part, des non-mobilisables, des femmes, parfois des enfants. « Ils n'ont pas de droits », a dit le ministre Millerand. De l'autre, des mobilisés en surcis ; s'ils s'avisaient de protester contre l'exploitation chômant des uns et des autres, on les réexpédierait à leur dépôt de séance tenante sans la moindre explication. Ils doivent s'estimer heureux de n'être pas au front et, en conséquence, se taire. Les réunions syndicales sont à peine tolérées ; en principe, elles sont permises mais à la condition formelle que l'ordre du jour en soit strictement corporatif, et les autorités peuvent toujours les interdire, selon leur bon plaisir. Les femmes, nouvelles venues à l'usine, ignorent l'organisation.

Mais si, pour les ouvriers, il n'y a plus de droits, plus de lois les protégeant, s'il n'y a plus que la guerre, pour les patrons il y a toujours et plus que jamais le profit. Avec cette main-d'œuvre encapuchonnée et bâillonnée, ils font ce qu'ils veulent et d'abord rognent les salaires alors qu'ils sont payés au prix fort.

La première tâche pour la Fédération des Métaux c'est d'explorer cette situation nouvelle, de connaître et de faire connaître. Les premiers renseignements qu'elle peut rassembler, sur les usines de la région parisienne et de province, elle les publie dans le premier numéro de guerre de l'Union des Métaux, celui du Premier Mai 1915, après les avoir expédiés au fur et à mesure au ministère de la Guerre pour que celui-ci ne puisse prétendre les ignorer ; ils soulignent ce que fut la préoccupation dominante des patrons pendant l'union sacrée.

L'action patronale et l'union sacrée

A l'occasion de la guerre, on a beaucoup parlé d'union sacrée, de réconciliation, etc. Nos « maîtres », les patrons de la Mécanique et de la Métallurgie, nous ont montré qu'ils n'avaient rien oublié et qu'ils continuaient leur lutte de « classe » malgré la guerre.

Soulignons, en passant, la différence dans les actes entre les gouvernements anglais et français. Les premiers ont consulté les organisations syndicales, discuté avec leurs représentants les conditions de travail et de salaires, réquisitionné les usines et fixé les bénéfices de patrons à 10 %, tout en les obligeant à payer les tarifs syndicaux. Les seconds, au contraire, ont convoqué les seuls patrons. Au Comité des Forges, ils ont remis les commandes directement, à charge par lui de les répartir.

A la disposition du Comité des Forges, ils ont mis, sans contrôle, les sursis d'appel qui ont permis de faire rentrer des dépôts, même du front, des ouvriers, employés, propriétaires, rentiers, etc. qui de leur vie n'avaient vu une machine-outil.

Ainsi, maîtres de la situation, les patrons ont commencé par prendre une décision fixant un maximum de 0 fr. 60 à l'heure aux salaires des ouvriers travaillant à l'usine des obus, munitions, matériel de guerre, etc. Voici, d'après les rapports que nous avons établis et envoyés au ministère de la Guerre, quelques-uns des prix payés au début :

Maison Brasier (Ivry). — 0 fr. 625 de l'heure au lieu de 1 fr. 10 et 1 fr. 20 avant la guerre.

Maison Kellner (carrosserie). — Réduction de 30 % sur les salaires.

Moteurs « Le Rhône ». — Diminution allant jusqu'à 25 %. Des pièces payées 0 fr. 60 avant la guerre furent réglées 0 fr. 44 au mois de septembre 1914.

L'Éclairage électrique (rue Lecourbe). — Des ouvriers militaires, occupés à l'usinage des obus, sont payés de 0 fr. 60 à 0 fr. 80 de l'heure. Aux fours « Poiter », de 0 fr. 40 à 0 fr. 80 de l'heure.

Automobiles Renault (usinage d'obus). — L'arbitraire le plus complet, et les salaires varient de 0 fr. 45 à 1 fr. 10 de l'heure. Les ouvriers occupés à l'usinage des fléchettes, 0 fr. 50, et les femmes, 0 fr. 35 de l'heure.

Maison Piat. — Refuse de payer plus de 0 fr. 75 de l'heure, déclarant que ce maximum a été fixé par un accord passé entre industriels.

Maison Krauss. — Abaisse les salaires de 1 fr. 20 à 1 fr. 50, à 0 fr. 75 de l'heure.

Maison Perceval (avenue Parmentier). — Fabricue de gammes et de marmites pour l'armée. Elle embauchait à 8 francs, mais retenait 4 francs par jour pour une caisse des mobilisés (3).

Maison Caffort. — Diminution de 0 fr. 10 à 0 fr. 20 l'heure, plus une retenue de 10 %.

Maison Latil (Levallois-Perret). — Diminution des salaires de 0 fr. 20 à 0 fr. 30 l'heure et impose une retenue de 10 %.

Maison Chamond. — Paye 5 francs par jour aux ouvriers mobilisés gagnant 10 à 12 francs avant la guerre.

Société d'outilage mécanique (anciennes usines Bouhey). — Aux civils non mobilisables, de 0 fr. 90 à 1 franc de l'heure. Aux mobilisés, de 0 fr. 60 à 0 fr. 70. Aux réfugiés belges, de 0 fr. 50 à 0 fr. 55.

Maison Niclausse. — Aux ouvriers civils, de 0 fr. 85 à 0 fr. 90, soit 0 fr. 20 à 0 fr. 30

de l'heure en moins sur les prix antérieurs. Aux mobilisés, de 0 fr. 60 de l'heure.

De Dion-Bouton. — Les ouvriers fraiseurs mobilisés sont payés de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 de moins de l'heure que les civils non mobilisables. Très patologiquement, cette maison paie 0 fr. 60 à 0 fr. 65 de l'heure aux réfugiés belges.

Thomson-Houston. — Aux ouvriers mobilisés, 0 fr. 70 au lieu de 1 franc à 1 fr. 10 de l'heure.

Arrêtons là, pour le département de la Seine, cette nomenclature d'abus scandaleux. Et nos camarades, après cela, savourent toute l'ironie de la note ci-dessous (Journal Le Temps, 14 avril 1915) :

« Au cours de l'une des dernières séances du Comité du Syndicat des mécaniciens et fondeurs de France, tenu sous la présidence de M. Jules Niclausse, à propos de demandes de renseignements formulées par diverses administrations sur les ouvriers mobilisés détachés dans les usines, il a été reconnu que la communication des chiffres relatifs aux taux des salaires ne serait pas sans inconvénients. »

C'est l'aveu et la confirmation de toutes nos affirmations. On n'ose pas communiquer le taux des salaires, tant les différences de maison à maison, et avec le taux normal habituel des salaires, sont énormes.

Nous enregistrons cet aveu. A nos camarades, nous disons : Certes, grâce à notre action syndicale et fédérale, aux rapports qu'il nous a été possible d'envoyer au ministère de la Guerre, au nom du Comité d'action, aux protestations individuelles ou collectives que nous avons suggérées, nous avons réussi, surtout pour les non mobilisés, à faire hausser ces prix. Mais nous devons le dire, nous ne sommes pas encore ce qu'ils devraient être, car on pâte largement, « très largement », nous a dit lui-même M. Millerand, ministre de la Guerre, et on peut, on doit payer les salaires normaux d'avant la guerre.

Que nos camarades, que nos organisations nous aident et continuent à nous renseigner sans se lasser et il nous sera possible de faire plus.

Notes et Glanes



MORT D'UN POUSSAH

DE LA REPUBLIQUE

Il s'agit d'Henry Chéron, qui vient de rendre à Dieu, sa belle âme de politicien. Il retrouva sans doute là-haut, sa copine sœur Thérèse, à qui il jouait si bien de l'accordéon aux alentours de sa dix-huitième année.

Chéron était le type du politicien français, bourgeois moyen, républicain, libéral, ami de l'ordre, et surtout conservateur. C'est lui qui, sous le ministère de Poincaré organisa la vie chère avec une maestria telle qu'elle lui valut de reprendre à Meline le surnom de Pain Cher.

Plus tard, ministre des Finances, sous Tardieu, le « père Gaspard », pratiqua une politique de théâtralisation des deniers publics qui, conjointement avec des « économies » massives fut pratiquée au détriment des petits.

Ces temps derniers, il faisait risette aux gauches. Ce qui n'est pas suffisant pour que les travailleurs regrettent ce poussah républicain et siégeux.

• • •

POUR LA PAIX
PAR TOUS LES MOYENS... Y COMPRIS LA GUERRE !

C'est en quelque sorte de cette manière que pourra se résumer le plan français présenté par Flandin pour répondre au Reich.

Exagérons-nous ? Pas du tout, puisque l'article 3 du paragraphe II (Principes) prévoit « en cas d'infraction à la loi internationale des sanctions allant, s'il le faut, jusqu'à la CONTRAINTE PAR LA FORCE ».

• • •

AVEC L'AIDE DE STALINE

Cependant, Moscou a décidé que ce plan devait avoir toutes les sympathies de nos communistes. Et l'Humanité du 12 n'hésite pas à reproduire un article de Izvestia, où il dit que « ce plan prouve que la France désire organiser la paix européenne sur la base de l'égalité des peuples (!) et sur la base de l'élimination des conséquences de la guerre mondiale » (sic).

Et ça continue par la promesse que l'opinion publique soviétique appréciera certainement ce plan comme une base sérieuse pour des efforts tendant à l'organisation de la paix et l'appui.

Staline et Flandin sont ainsi parfaitement d'accord. Ce n'est pas très rassurant... • • •

COUTEUSE ET GAZEUSE...

C'est ce que sera la prochaine D.D.D.

Il paraît que la région parisienne vient d'être dotée au sud, et à l'est de deux abris contre la guerre aérienne pouvant abriter 4.000 personnes. Ce qui est évidemment appréciable,

• • •

Sur une vieille affiche

Vous vous en souvenez comme moi, de cette face hirsute, de ce teint de brique neuve et de ce coude lui harrant en deux le visage.

Vous vous en souvenez. C'était à l'époque où notre bourgeoisie française, risible, dans sa peur, tremblait de voir un peuple secouer ses chaînes et mettre à mal ses tyans.

Et bien l'affiche est ressuscitée. Du ridicule dans lequel elle s'était ensevelie, on vient de la voir exhumer, mais cette fois, l'homme au coude entre les crocs est rase et les communautés l'ont repris à leur compte.

Ainsi, ce placard qui, jadis, anima la verve des hommes d'esprit, plus encore qu'elle n'inspira la crainte aux imbéciles, vous n'hésitez pas à la faire votre, cette affiche épouvantail, fruit d'une imagination chiassarde, vous en faites votre propriété.

Vous auriez pu dénoncer les agissements des hommes d'industrie et de finance, entre les mains desquels nos politiciens virevoltaient comme pantins, vous auriez pu mettre bas le masque aux Schneider, Krupp, Wendel et tant d'autres, mais au pouvoir avec des discours seulement, mais aussi avec des armes et de l'or, vous auriez pu évoquer le spectre de la Révolution allemande, assassinée par les soins de notre patrie — qui aujourd'hui, conduit, soutient aux bras vengeurs — vous avez préféré offrir aux masses un Hitler carnavalesque et croquemtalé. C'était plus simple.

Au fait, vous avez raison après avoir embrunté à notre République décrypté, son drapeau et sa « Marseillaise », après avoir envahi son Sénat, après avoir partagé sa honteuse politique, après avoir laissé ravi la propagande lapaliste et patriotique, il était juste de lui disputer son ridicule.

Seulement permettez-moi de vous signaler qu'en dépit du lourdaud effort que vous faites, dans le but de réformer votre programme, quelques mots d'ordre restent un peu désuets : lutte contre le capitalisme, éducation des masses, révolution sociale, etc., vous m'avez compris, l'en suis sûr, et de ce je ne doute pas que vous teniez compte, ainsi qu'il s'impose.

Le Congrès de l'U. A. et ses perspectives

Sur l'organisation

Les délégués de l'Union Anarchiste, réunis en Congrès à Paris, les 12 et 13 avril 1936,

Considérant l'action néfaste des partis politiques qui, tous, entretiennent l'illusion d'améliorations possibles dans le cadre des institutions autoritaires et légales,

Affirment leur volonté de poursuivre une propagande permanente visant à la destruction du régime capitaliste et de tout étatisme par la lutte révolutionnaire, dont le but final sera l'instauration du Communisme libertaire, basé sur le principe de l'égalité économique, dans une société affranchie de toute exploitation et de toute oppression.

Devant les graves événements qui se préparent, le Congrès estime indispensable que notre mouvement anarchiste devienne puissant et prenne la place qui devrait lui revenir dans le mouvement social. Pour cela, il est nécessaire que tous ceux qui se réclament de nos conceptions anarchistes-révolutionnaires coordonnent leurs efforts et leur activité dans une organisation unique, dont il définit comme suit la constitution :

L'Union Anarchiste est composée de groupes et de fédérations régionales s'administrant d'une façon autonome et reliées entre eux sur la base du plus large fédéralisme.

Elle admet les adhésions individuelles dans les localités où il n'existe pas de groupe, tout en recommandant aux camarades isolés de faire tous leurs efforts pour constituer un groupe local.

Pour percevoir les fonds indispensables à toute propagande, elle adopte le principe d'une cotisation régulière mensuelle et annuelle. A cet effet, une carte et des timbres seront édités.

Le montant du versement annuel est fixé à 6 francs.

La cotisation mensuelle est fixée à 1 franc.

En outre, par solidarité envers les victimes de la répression, les groupes s'engagent à verser mensuellement 10 % de leurs recettes au Comité d'Entr'aide.

L'Union Anarchiste est administrée par une Commission administrative nommée par les Congrès. Cette Commission assume la responsabilité des œuvres de l'Union Anarchiste : le « Libertaire », la librairie, etc., et choisit dans son sein les camarades chargés d'en assurer la gestion, ainsi que le Secrétariat de l'organisation. Elle a éga-

Groupons-nous tous autour du Libertaire, au sein de l'Union Anarchiste pour préparer la victoire du communisme libertaire

Le Congrès de l'Union Anarchiste s'est tenu pendant les deux jours de Pâques. Congrès réussissant où la volonté de regroupement et d'action qui s'est manifestée dans notre mouvement depuis plus d'un an s'est affirmée plus forte que jamais.

Toutes les motions, les résolutions furent prises à l'unanimité. Réconfortant aussi par le nombre d'auditeurs qui assistèrent au Congrès marquant ainsi l'intérêt que militants anarchistes et sympathisants portent à notre journal et à notre organisation.

Un seul point noir, c'est que vu la crise et les frais de la campagne antiparlementaire, une douzaine seulement de groupes de province étaient représentés. Quelques-uns étaient excusés par lettres, dans lesquelles ils soumettaient leurs suggestions. Le Congrès a étudié la formation d'une fédération anarchiste dans diverses régions de France. Avant que trois mois s'écoulent, toutes ces fédérations seront créées. Mieux groupé, mieux organisé, notre mouvement va se développer rapidement.

Le Congrès eut aussi à s'occuper des événements graves qui nous menacent. Crise économique, fascisme, guerre. Et les débats

du dernier après-midi furent dominés par l'admirable rapport de notre camarade Lashortes sur la guerre. Dans ce rapport solide notre ami démontre clairement que toutes les rivalités des Etats ne sont toujours que des intérêts impérialistes opposés. Que de ce fait les prolétaires ne devaient pas y participer. Et avec satisfaction, nous pouvons noter que si des oppositions de détails ont pu se faire sur certains points du rapport, c'est par un vote unanime que le Congrès approuva une motion condamnant la guerre et l'Union sacrée. Nous pouvons dire aujourd'hui avec fierté : un manifeste des Seize sortira jamais de nos rangs.

Vu le temps très court du Congrès, il fut décidé qu'une commission s'inspirant des débats, établirait un manifeste qui situerait nettement la position de notre organisation, sur tous les graves problèmes de l'heure présente.

Le « Libertaire » a, lui aussi, retenu l'attention des délégués. Ils ont tenu à envisager les moyens d'assurer son existence, son développement et faire qu'il devienne le journal de tous les anarchistes révolutionnaires. La parution hebdomadaire sur six

pages, afin de donner une plus grande place à la voix de province, a été décidée pour le commencement de l'hiver.

Nos camarades de la F. C. L. ont suivis tous nos débats avec intérêt. Avant peu, sans doute, ils seront nos frères. Ils viendront joindre leur activité à la nôtre. Notre organisation trouvera donc ainsi renforcée.

Nous avons donc raison de dire que nous sommes satisfaits des travaux de notre congrès. Un travail positif a été accompli pour établir solidement les bases et les œuvres de notre organisation et son programme d'action. La confiance renait dans la pensée de tous. La lutte révolutionnaire qui s'engage actuellement trouvera les anarchistes à leur place de combat.

La faillite de tous les partis politiques, celle de demain du front populaire nous ouvre un large avenir.

Déjà les travailleurs désabuse de ces partis tournent les yeux de notre côté, déjà ils rejoignent nos rangs.

Ayons donc, camarades, confiance dans l'avenir. Tous à l'œuvre groupés autour du « Libertaire », au sein de l'Union anarchiste pour assurer le triomphe du communisme libertaire.

Résolution contre la guerre et l'Union sacrée

Devant le danger de guerre, provoqué d'une part par le régime capitaliste et d'autre part, par la trahison des partis politiques et des organisations syndicales, intégrées dans le « Front Populaire », qui trompent la classe ouvrière sur l'efficacité d'une S.D.N. en faillite et se sont en outre déclarés prêts, sous prétexte de défendre les démocraties capitalistes contre le fascisme, à lancer les peuples dans un nouveau massacre ;

Les anarchistes groupés dans l'Union Anarchiste :

1^e Dénoncent particulièrement l'attitude du Parti communiste-socialiste, qui s'est mis au service des impérialismes russe et français en soutenant la S.D.N. et les traités de violence et de rapine issus de la guerre ;

2^e Se refusent à défendre le statut territorial et économique né du Traité de Versailles, responsable de la misère du peuple allemand et du succès du fascisme hitlérien ;

3^e Considérant que la lutte qu'ils mènent pour la cause de l'émancipation sociale ne saurait se confondre avec la défense des impérialismes s'étiquetant démocratiques ou fascistes, qu'ils n'ont par conséquent à se faire tuer ni pour les uns, ni pour les autres, appellent les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la libération totale de toute oppression guerrière ou capitaliste, à réagir vigoureusement pour défendre leur droit à la vie et à réservé leur énergie pour abattre le régime qui engendre de pareilles calamités.

Ils leur demandent de lutter aussi contre le fatalisme qui pousse à l'acceptation de la guerre inévitable et de tout mettre en œuvre pour empêcher les gouvernements et les politiciens de réaliser leurs sinistres desseins. Mais si, malgré leurs efforts conjugués, la guerre ne peut être évitée, ils doivent, sans attendre des ordres qui pourraient ne pas venir, se préparer à répondre à l'ordre de mobilisation par la grève générale insurrectionnelle, seule capable d'arrêter la mobilisation.

~~~~~

**L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine la publication du compte rendu complet des débats du Congrès.**

## ÉLECTEUR, ÉCOUTE...

(Suite de la première page)  
Mais, tout de même !...

Se charger du pouvoir ? Est-ce donc si pénible et si courageux ? Quels sont les risques courus et les sacrifices consentis ?

Electeur, réponds-moi et, s'il est exact que l'exercice du pouvoir traîne à sa suite des risques aussi redoutables et des sacrifices aussi douloureux, explique-moi comment il se fait que tous les partis politiques et, au sein de chaque parti, tous les individus, ambitionnent par-dessus tout de prendre le pouvoir.

C'est, vraisemblablement, que, d'une part, les risques sont minimes et les sacrifices infimes et que, d'autre part, ils sont démesurément compensés par les multiples et précieux avantages attachés à l'exercice du pouvoir. Quant aux responsabilités, elles sont nulles.

Et voici pourquoi : tel parti politique a inscrit dans son programme électoral tel et tel article.

Si ce parti politique est dans l'opposition et la minorité, il ne manque pas de dire qu'il a proposé, mais que la majorité et le gouvernement ont rejeté sa proposition.

Si le même parti est au pouvoir, de deux choses l'une : ou bien il a estimé qu'il était prématûr et imprudent de proposer et de soutenir un projet dont les chances étaient douteuses et dont le rejet eût amené la chute ministérielle ; ou bien, il a fait adopter ledit projet ; mais, renversé peu après, il n'a pas eu le temps d'appliquer la réforme votée. Dans un cas comme dans l'autre, il décline toute responsabilité.

Le fait est que les ministères connaissent une existence si épiphémère qu'il leur est toujours aisément d'échapper aux responsabilités que des adversaires de mauvaise foi et de parti pris cherchent à leur imputer.

« Parlementarisme » est donc synonyme d'« irresponsabilité ».

Synonyme aussi d'« impuissance » ; car, obligé de se cantonner dans les limites étroites d'une constitution politico-économique et d'un régime économique nettement déterminé, le Parlement est l'imma-

ge exacte d'un lac entouré de montagnes. Ce lac peut, assez fréquemment, être agité et même tempétueux, mais il reste forcément enfermé dans le cadre que les hautes environs tracent autour de lui.

Les bouillantes colères, les explosions d'indignation, les enthousiasmes délirants, les serments solennels, les engagements sacrés ont, au Parlement, tout juste la valeur de ces agitations périodiques qui secouent une vaste mare stagnante, qui font remonter à la surface la vase qui empaupant l'air, mais qui ne tardent pas à laisser retomber dans la mare la boue et la puanteur dont la minuscule tempête a révélé l'accumulation dans les profondeurs.

« Parlementarisme » est, enfin, synonyme de corruption.

M'entendez, ici, ce serait enfouir une porte ouverte : les brigandages avérés et, plus encore, les scandales à demi étouffés et systématiquement limités, ont fixé l'opinion à tel point qu'il est banal de dire d'un Parlement qu'il est pourri et des parlementaires qu'ils sont corrompus.

Les meilleurs se putréfient dans un tel milieu.

Depuis un demi siècle, je suis, de législature en législature, la vie parlementaire. Ah ! que j'en ai connus de ces hommes : jeunes, convaincus, ardents qui, élus pour la première fois, entraient à la Chambre, animés des intentions les plus pures, dotés d'une conscience droite et d'une forte volonté, résolus à observer scrupuleusement les engagements pris.

Malheur ! Une législature suffisait à les corrompre.

A les corrompre ? Oui. Car je n'ai pas uniquement en vue cette corruption qui consiste à se salir les mains au contact des marchés, opérations, tripotages et escroqueries qui rapportent honneurs ou profits.

Je parle aussi et plus encore de cette lente désagrégation de la volonté, de cet abaissement graduel du caractère, de cet avilissement progressif de la cons-

## ÊTRE GOUVERNÉ

Etre gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, éprouvé, dirigé, légitimé, réglementé, parqué, endocriné, préché, contrôlé, stimulé, apprécié, censuré, commandé par des êtres qui n'ont ni la science, ni la vertu.

Etre gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifié, timbré, toisé, coté, cotisé, patentié, licencié, autorisé, apostillé, admis, empêché, redressé, réformé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concessionné, pressuré, mystifié, volé ; puis à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendié, vexé, traqué, horripié, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, triché, et pour combien, joué, berné, outragé, calomnié, déshonoré. Voilà le gouvernement ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon !

PROUDHON.  
(Idée générale de la révolution).

## A bas le traité de Versailles !

(Suite de la première page)

En dénonçant, quant à lui, le traité de Versailles, le prolétariat français prendrait dès lors une assurance contre la manœuvre qui s'ébauche et qui consiste à lui demander, au nom du Droit, de défendre, une fois de plus, des intérêts qui ne sont pas les siens. Du même coup, il apporterait au peuple allemand opprimé la démonstration éclatante de sa solidarité active en se refusant de donner son appui à l'impérialisme versaillais, tandis qu'il enlèverait à la propagande hitlérienne son prestige essentiel. Il n'est personne, en effet, qui ne comprenne que le succès de l'hitlérisme s'explique par le caractère résolument anti-versaillais qu'il sut donner à sa politique. Mieux qu'aucun autre parti, en face de la social-démocratie qui déclara accepter le traité, le National-Socialisme apparut comme l'irréductible ennemi de Versailles. Ainsi, si réussit à donner au peuple allemand abandonné, volé, trahi en deçà et au-delà des frontières, le sentiment exacerbé que l'hitlérisme seul, en reconstruisant une communauté allemande qui n'acceptait plus rien du passé, qui niait toute responsabilité et révoquait tous les engagements souscrits par la force, pouvait lui apporter la libération et lui rendre cette justice que lui refusaient les autres peuples. Le nationalisme allemand n'a pas d'autre source. Mais précisément cette source serait tarie le jour où le peuple français, rompant avec des années de laisser-faire et de complicité, préterrera révoquer à son tour ce monstrueux instrument d'esclavage et de mensonge (n'oublions pas qu'il affirme expressément la responsabilité unilatérale de l'Allemagne) que représente le traité de Versailles.

Avons-nous convaincu nos lecteurs ? Ils nous le diront. D'aucuns nous accusent peut-être de formuler ici une revendication utopique. Nous ne le nions pas. Nous pensons qu'il est, en effet, utopique de penser que le régime capitaliste pourrait vouloir ou supporter une annulation de tout ou partie du traité de Versailles. Mais cette impuissance même où se trouve le régime ne doit servir qu'à mieux montrer sa malfaillance et pose, par conséquent, la nécessité d'une action révolutionnaire pour la paix sans vainqueurs ni vaincus que, seuls, les travailleurs, enfin maîtres de leur destin, sauront donner au monde. Dès à présent, cette revendication, tout en nous préservant du poison nationaliste, ouvre les voies de l'avenir, elle rompt avec d'anciens errements, pose des responsabilités, met en garde contre les mensonges de l'impérialisme et préserve des entraînements vers une nouvelle croisade du Droit et de la Civilisation.

Que la classe ouvrière de ce pays proclame haut et clair qu'elle ne veut rien avoir de commun avec les bourreaux du peuple allemand, c'est par là que doit commencer une juste et concrète action pacifique.

LASHORTES.

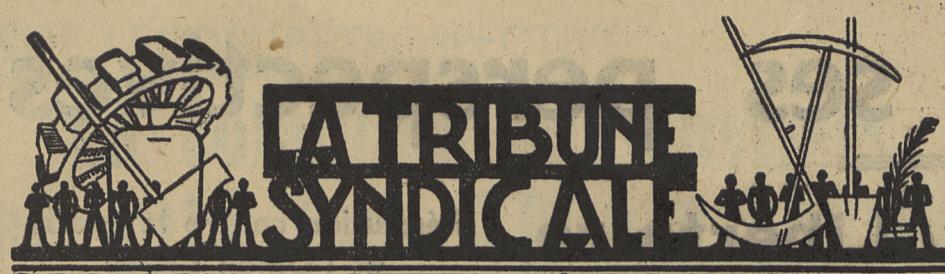
~~~~~

CAMARADES !

DIFFUSEZ NOTRE NUMERO ANTI-PARLEMENTAIRE.

VITE, ADRESSEZ-NOUS VOS COMMANDES.

ABONNEZ-VOUS
AU « LIBERTAIRE »
TROUVEZ-LUI DES ABONNES



LA C.G.T. DOIT AGIR

Le 1^{er} Mai Grève générale préventive contre la guerre ?

...Sans nier la valeur de la grève générale, moyen d'action spécifique pour l'ouvrier, on ne peut pas croire que ce moyen serait utilisable au moment où se serait développée une psychose de guerre. L'action contre la guerre, y compris le recours éventuel à la grève générale, doit donc être essentielle préventive.

C'est par ces paroles que le secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, rendant compte de son mandat à la conférence des Internationales syndicale et socialiste, à Londres, répondait à ceux qui préconisaient la grève générale en cas de guerre.

Evidemment, Jouhaux qui, au Congrès de Toulouse, s'était affirmé CONTRE TOUTES LES GUERRES, et qui venait, par le manifeste de l'Union sacrée rédigé à Londres, de se rénier en promettant le concours de la classe ouvrière de ce pays pour défendre le traité de Versailles et soutenir les visées impérialistes des gouvernements anglais, français et russe, ne pouvait, sans contradiction flagrante, donner même un semblant d'accusé contre l'idée d'une grève générale insurrectionnelle en cas de conflit.

Ce pacifiste, en temps de paix, qui compte sur ce terrain déjà pas mal de rénements, s'est d'ailleurs vanté d'avoir « défendu la paix avec passion pendant quinze ans » il parlait naturellement de ces dernières années car auparavant... insister serait cruel.

Ceci dit, simplement pour situer les responsabilités (car Jouhaux n'est pas seul à préconiser le sac au dos contre le fascisme), il saute aux yeux des moins avertis que c'est au contraire d'une action préventive activement menée que dépend le succès d'une grève générale antiguerrière.

Je n'incrimine nullement nos camarades qui, avant 1914, employèrent leurs efforts à dresser les foules contre la catastrophe qui les menaçait mais je prétends que leur expérience malheureuse et la capitulation de certains a créé une situation de fait que nous devons savoir utiliser.

Dix-huit ans, à peine, nous séparent du dernier conflit. Les traces des ravages qui en sont résultats apparaissent encore à tous les yeux. Chaque jour un fait quelconque vient nous rappeler les conséquences de ce terrible fléau, dont le joug économique (Défense intérieure, pensions, etc.), s'apparente lourdement sur les épaulas des travailleurs. Les hommes qui ont fait la dernière guerre, ceux qui en sont revenus amoindris physiquement ou amputés, ont encore leur cervau hanté par le cauchemar infernal des massacres sans nom auxquels ils participèrent et nombreux sont ceux, surtout les hommes en âge de repartir, qui n'acceptent pas l'idée de participer à une nouvelle tuerie.

J'en conclus donc que la situation actuelle est plus favorable qu'avant 1914 à la préparation d'une psychose antiguerrière à opposer à la psychose de guerre. Les journaux ouvriers et les moyens de propagande sont suffisants pour amener une réaction salutaire dans les rangs ouvriers. Mais encore faut-il le vouloir ? Est-il utile d'ajouter que c'est dans la mesure où cette préparation sera intensifiée que l'on pourra espérer une action plus efficace au cas de déclenchement d'une guerre.

Cependant, puisque Jouhaux, et vraisemblablement le bureau confédéral de la C.G.T. sont partisans d'une action préventive, Y COMPRIS LE RECOURS À LA GREVE GENERALE, l'occasion s'offre à eux le 1^{er} mai d'obtenir, en cette journée revendicative, une grève générale massive contre la guerre, CONTRE TOUTES LES GUERRES.

Ce jour-là, toutes usines, bureaux, chantiers déserts, de vastes manifestations, de grands meetings doivent avoir lieu, non pour confirmer l'asservissement des peuples à leurs impérialismes et à leurs traités de rapines, mais pour imposer la paix tout court, le refus de collaborer à l'œuvre de mort et la volonté des travailleurs de s'opposer à toute entreprise guerrière, et d'en finir avec le régime de bous et de sang qui perpétue la misère, l'esclavage et la guerre.

Ainsi que le dit excellamment Belin, un des secrétaires actuels de la C.G.T., dans *Le Peuple* de dimanche dernier : « Une organisation comme la Confédération Générale du Travail se doit, elle, de parler clair. Elle n'échappera pas son action quotidienne sur de savantes combinaisons de politiques étrangères (à tel, Jouhaux !) Elle a le sens de la solidarité ouvrière internationale. ET, J'ENTENDS BIEN, DE TOUJOURS LES SOLIDARITES OUVRIERES INTERNATIONALES (1). Pas au point, toutefois, je le dis selon mon sentiment, qui est le sentiment de beaucoup, d'engager la classe ouvrière française à se faire assassiner, pas au point de se suicider. »

Cette citation démontre bien que l'accord n'est pas unanime au bureau confédéral pour renouveler l'Union sacrée. Marquons le coup et passons.

Il n'en reste pas moins que, pour être efficace, cette grève générale antiguerrière « préventive » que nous préconisons doit dépasser en ampleur celle du 12 février 1934 contre le fascisme. A cette époque, la division syndicale a favorisé pas mal de déféctions. Or, cette année, l'unité syndicale

ciale maintenant réalisée semble préparer un 1^{er} mai d'une ampleur considérable. Le mouvement ouvrier reprend confiance en lui-même et, notamment, dans l'industrie privée, un chômage total est envisagé. En outre, 140 000 mineurs poursuivent la grève si satisfaction ne leur est pas donnée concernant les revendications présentées par eux au Comité des Houillères.

Mais, la grève générale n'est pas une préparation pour les seuls travailleurs de l'industrie privée. Il appartient également aux travailleurs de l'Etat et des services publics : instituteurs, postiers, cheminots, transports, etc., de la rendre effective par leur participation totale. Les travailleurs chômant le 1^{er} mai ne comprendraient pas leur défection en un pareil moment et pour une telle cause. Bien entendu, cela implique des responsabilités qu'il faut savoir assumer en certaines circonstances. Elles auront cependant le mérite, en cette période de duperie électorale, de faire prévaloir la souveraineté de l'action ouvrière face au mythe de l'action parlementaire et gouvernementale que veulent perpétuer les politiciens.

Au moment où les sources de conflit se multiplient, tandis qu'à la suite de l'avancée italienne en Ethiopie, le conflit anglo-italien renait, de ses cendres et menace à nouveau la paix du monde, la classe ouvrière consciente de ce pays, passant au besoin par-dessus les dirigeants traitres à sa cause, doit proclamer sa volonté de refuser son concours à de nouveaux massacres et d'employer sa force retrouvée à abattre le régime qui engendre de telles calamités.

Pour l'action préventive antiguerrière qui s'impose : vive la grève générale du 1^{er} mai 1936.

N. FAUCIER.

LE CINQUANTENAIRE DU 1^{er} MAI INTERNATIONAL

Le mouvement syndical international et surtout le mouvement anarchiste auront également à célébrer cette année le 50^e anniversaire du 1^{er} mai 1886, date choisie par la Fédération des Travailleurs des Etats-Unis et du Canada pour revendiquer la journée de huit heures par la grève générale.

On se souvient des événements tragiques qui se déroulèrent à cette occasion à Chicago. Une collision sanglante eut lieu entre les manifestants et une centaine de gendarmes. Or une bombe, lancée on ne sait d'où, tomba au milieu des policiers tuant sept d'entre eux et en blessant une soixantaine. Ce fut le signal d'une répression féroce qui s'abattit sur les animateurs du mouvement anarchiste et syndicaliste et qui aboutit à la condamnation à mort de huit d'entre eux : Augusta Spies, Samuel Fielden, Oscar Neebe, Michel Schwab, Louis Lingg, Adolph Fischer, Georges Engel, Albert Parsons.

Quatre d'entre eux furent exécutés l'année suivante par pendaison. Un cinquième Lingg se suicida quelques instants avant l'exécution. Quant aux trois autres dont la peine avait été commuée en celle de la prison perpétuelle ils furent libérés six ans plus tard, l'innocence de tous les accusés ayant été reconnue par le nouveau gouverneur de l'Illinois qui avait pris l'initiative de la révision du procès.

Aussi, le 1^{er} mai 1886 est-il à juste titre considéré comme le premier grand mouvement en faveur de la réduction de la journée de travail.

Pour commémorer comme il convient le cinquantenaire de cette journée historique de la lutte revendicative, faisons en sorte que le 1^{er} mai 1936 ne soit plus une journée de dupes. Faisons revivre le 1^{er} mai.

N. F.

PARIS-BANLIEUE

CARRIERES-SUR-SEINE ET REGION AUX MILITANTS ET GROUPES DU CANTON D'ARGENTEUIL

Afin de couronner les efforts de propagande pendant la période électorale dans les onze communes du canton et pour répondre à de nombreuses demandes de sympathisants désireux de nous entendre, dans nos critiques et dans nos exposés spécifiquement anarchistes, le comité régional organise pour le jeudi 23 avril à 20 h. 30, salle du café de la Mairie à Carrières-sur-Seine un meeting sur le sujet suivant : le Front populaire peut-il nous sauver ? Les camarades Frémont, P. Odéon, Le Meilleur et Boudoux y prendront la parole.

Pour ce meeting qui doit revêtir une importance capitale pour nos idées, pour cette manifestation qui sera une affirmation de la renaissance du mouvement anarchiste dans la région, il est indispensable que tous les groupes et militants soient à Carrières le jeudi 23 avril.

Malgré les abominables multiples de la meute politicienne déchaînée à nos chausées notre action anti-parlementaire et révolutionnaire continue son petit bonheur de chemin.

Ainsi que le dit excellamment Belin, un des secrétaires actuels de la C.G.T., dans *Le Peuple* de dimanche dernier : « Une organisation comme la Confédération Générale du Travail se doit, elle, de parler clair. Elle n'échappera pas son action quotidienne sur de savantes combinaisons de politiques étrangères (à tel, Jouhaux !) Elle a le sens de la solidarité ouvrière internationale. ET, J'ENTENDS BIEN, DE TOUJOURS LES SOLIDARITES OUVRIERES INTERNATIONALES (1). Pas au point, toutefois, je le dis selon mon sentiment, qui est le sentiment de beaucoup, d'engager la classe ouvrière française à se faire assassiner, pas au point de se suicider. »

Cette citation démontre bien que l'accord n'est pas unanime au bureau confédéral pour renouveler l'Union sacrée. Marquons le coup et passons.

Il n'en reste pas moins que, pour être efficace, cette grève générale antiguerrière « préventive » que nous préconisons doit dépasser en ampleur celle du 12 février 1934 contre le fascisme. A cette époque, la division syndicale a favorisé pas mal de déféctions. Or, cette année, l'unité syndicale

(1) Souligné par nous.

LE COIN DES JEUNES

Après le Congrès de Pâques

Le congrès de l'U.A. A. qui vient de se tenir à Paris doit marquer un nouvel élan, une renouveau d'activité dans la jeunesse anarchiste.

Jamais les circonstances économiques et politiques, jamais les événements intérieurs et internationaux n'ont imposé aux anarchistes-communistes et particulièrement aux jeunes des tâches plus nombreuses, plus nettes et plus urgentes.

L'analyse objective de la politique que mènent les organisations de jeunes placées sous la tutelle des partis « d'extrême-gauche » nous amène à la constatation d'une abdication sans exemple que nous restons les seuls à dénoncer.

La Jeunesse communiste a suivi allégrement l'ancien parti de la « lutte de classe » dans le chemin de l'Union sacrée. Chez les chefs staliniens, la trahison a dépassé les prévisions les plus pessimistes. Tous les jours se multiplient les appels à la réconciliation française et les protestations d'amitié à l'adresse des fascistes.

« Nous n'avons pas, proclament les J.C. de parti pris contre les jeunes fascistes ; nous ne voulons pas dresser la jeunesse de gauche contre la jeunesse de droite. Nous voulons une France forte et libre capable de résister à Hitler, qui, le couteau entre les dents, se prépare à venir avec ses soldats couper les doigts de nos petits enfants. »

L'Union sacrée n'est plus un danger probable : elle est une réalité. Les communistes, suivis par la majorité S.F.I.O., préparent maintenant l'« Union des classes » chère à Sportino Coty. De même que le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la théorie « classe contre classe » est tenue pour anachronique par les communistes du stakhanovisme. Il ne sera pas plus difficile de crier : Collaboration de classes » que « Union de tous les Français » à ceux qui défilent, drapeau tricolore en tête, aux accents de la *Marseillaise* et en chantant : « Vive la France ! »

Mais la situation, telle que nous la font, d'une part, le capitalisme, et, d'autre part, les partis politiques, nous impose, je le répète, une tâche énorme et immédiate.

Face à la trahison, il nous appartient de regrouper tous ceux qui ne marchent pas. C'est nous, anarchistes, qui devons réveiller dans le prolétariat la conscience de classe endormie.

Redoubpons d'activité dans les syndicats. Là surtout, notre influence doit se faire sentir. L'organisation syndicale, les ouvriers groupés sur le terrain de classe, peuvent seuls travailler de façon effective au triomphe de la révolution prolétarienne.

Respectons, comme nous l'avons toujours fait, l'indépendance du mouvement syndical, mais cherchons à amener à nos conceptions révolutionnaires d'action directe les jeunes ouvriers organisés.

La jeunesse n'est pas encore mûre pour la prochaine. Ceux qui se refusent à marcher dans la guerre, quel que soit le prétexte invoqué, sont nombreux.

Chaque fois que dans les réunions publiques, dans nos groupes, dans nos congrès, je suis amené à parler de l'attitude des jeunes ouvriers devant la guerre, je compare la position des J.S. et celle des J.C. J'aime à signaler que les jeunes socialistes n'ont pas suivi leurs ainés dans l'union sacrée.

Si la S.F.I.O. presque unanime, accepte la guerre contre Hitler pour la défense de l'U.R.S.S., les jeunes réagissent. Ils s'opposent à toute guerre, dénoncent la réconciliation française et reprennent le vieux mot d'ordre anarcho-syndicaliste de la grève générale insurrectionnelle.

Chez ceux-là aussi nous avons du travail à faire. Lorsque la faillite du Front populaire s'avéra, laissant la classe ouvrière totalement désorientée, il faut que ces camarades trouvent en la jeunesse anarchiste l'organisation de classe qui n'a jamais quitté le chemin de la révolution.

Reformons solidement notre jeunesse. Camarade, tu dois entrer dans la lutte. Tu n'as plus le droit d'être indifférent ou négligent.

C'est notre peau que nous défendons.

C'est la Révolution que nous préparons.

Tous au travail.

RINGEAS.

Nous rappelons à nos camarades que les affiches ne peuvent être posées que sur les panneaux électoraux.

Notre campagne antiparlementaire

Tous nos camarades anarchistes et sympathisants se doivent d'assister nombreux aux réunions ci-dessous :

VENDREDI 17 AVRIL

Salle des Fêtes à la Mairie
A l'Hay-les-Roses

Orateurs : Berger, Ringeas, Desminettes, Frémont.

SAMEDI 18 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles, 93, rue d'Alésia (14^e)

Orateurs : Sébastien Faure, Le Meilleur, Boudoux, Odéon.

SAMEDI 18 AVRIL

à Amiens à 20 h. 30

Grande réunion publique et contradictoire : Le Front populaire peut-il nous sauver ?

Orateurs : Ringeas, Frémont.

SAMEDI 18 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles

43, rue des Poissonniers (18^e arr.)

Orateurs : Henri Lucien, Roger Juliot, Henri Guérin, Faucier.

MARDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles des Garçons

7, rue Jonnard (19^e)

Orateurs : Roger, Langlois, Ringeas, Henri Lucien.

MARDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

Préau des Ecoles

Rue du Square, à Gennemville

Orateurs : Delman, Frémont.

MARDI 21 AVRIL, à 20 h. 30

à Carrières-sur-Seine

Grand meeting contradictoire

Le Front populaire peut-il nous sauver ?

Orateurs : Odéon, Boudoux, Frémont, Le Meilleur.

JEUDI 23 AVRIL, à 21 HEURES

Préau des Ecoles, 8, rue Maurice-Rouvier

à la Porte de Vanezy

Orateurs : Lescot, Doutreau, Berger, Ringeas, Michot, Pierre Odéon.

VENDREDI 24 AVRIL, à 20 h.